INTERVIEW

« LES RÉCIFS CORALLIENS SERVANT DE NURSERIE, DE LIEU DE PROTECTION ET DE GARDE-MANGER POUR DE TRÈS NOMBREUSES ESPÈCES, LEUR DISPARITION RISQUE D'AVOIR DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES POUR LES ÉCOSYSTÈMES MARINS ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES POPULATIONS HUMAINES QUI EN DÉPENDENT, C'EST-À-DIRE LA VASTE MAJORITÉ DES POPULATIONS CÔTIÈRES VIVANT AUTOUR DE L'ÉQUATEUR... »

L'interview

Bloom est une association loi de 1901 à but non lucratif fondée en 2004, avec pour objectif premier d'œuvrer pour la conservation marine à travers une démarche de sensibilisation et de médiation scientifique des problématiques environnementales, la production d'études scientifiques ainsi que par la participation à des consultations publiques et des processus institutionnels. Frédéric Le Manach, directeur scientifique de l'association, revient pour nos lecteurs sur les grands enjeux à venir concernant la protection océanique.

Propos recueillis par Guillaume Ducrot
Rédacteur en chef

Comment est née l'association BLOOM ? Quels sont ses principaux objectifs ?

Frédéric Le Manach : BLOOM est une association de loi 1901 à but non lucratif fondée en 2005. Elle est née de la volonté de Claire Nouvian (ancienne journaliste, productrice et réalisatrice de documentaires animaliers et scientifiques ndr) qui, pendant la visite d'une exposition à l'aquarium de Monterey en Californie, a été subjuguée par la faune des abysses. Interloquée par le manque d'intérêt de la société pour ce milieu fragile et particulièrement menacé, elle a décidé de créer une ONG pour en assurer sa protection. BLOOM est entièrement dévouée à l'océan et à ceux qui en vivent. Notre mission est d'œuvrer pour le bien commun en mettant en œuvre un pacte durable entre l'homme et la mer, qui passe notamment par une modification du paradigme économique de l'exploitation de l'océan. Nos objectifs sont de protéger l'océan et les espèces marines tout en maximisant les emplois durables dans la pêche et l'aquaculture. Nos priorités sont de mettre fin aux méthodes de pêche destructrices et à l'expansion de la pression de pêche dans le monde, de protéger le milieu marin et d'en préserver sa résilience tout en cherchant à favoriser la pêche artisanale utilisant des méthodes douces fortement génératrices d'emplois. Nous déployons des actions de sensibilisation, d'éducation et de médiation scientifique ainsi qu'un programme de recherche scientifique stratégique et indépendant en lien avec de nombreux chercheurs à travers le monde. Nous nous engageons également sur le terrain législatif avec des actions de plaidoyer citoyen, la participation à des consultations publiques et aux processus institutionnels. Nos actions s'adressent au grand public ainsi qu'aux décideurs, élus et aux acteurs économiques.

En quoi la politique économique actuelle menace-t-elle l'océan ?

Frédéric Le Manach : Depuis la révolution industrielle, la politique des pêches n'a globalement pas changé : nous avons toujours préféré remplacer les petits bateaux par des gros équipés à la pointe de la technologie. Ainsi, les inventions de la machine à vapeur au 18e siècle, puis du moteur à combustion au 19e siècle, ont-elles révolutionné le secteur des pêches. La chasse au rendement s'est encore accélérée au 20e siècle avec l'apparition de nombreux outils comme le congélateur et le sonar. La volonté politique sous-jacente était relativement simple : financer la maximisation du rendement d'un nombre restreint de bateaux (théoriquement plus faciles à surveiller qu'une myriade de petits pêcheurs artisans) afin d'assurer la sécurité alimentaire mondiale. Pourtant, nous nous sommes rapidement aperçus qu'il y avait (au moins) trois failles à ce plan de développement.

©Shutterstock/photoneye

« LA POLITIQUE ACTUELLE DES PÊCHES DÉTRUIT L'EMPLOI : LE DÉVELOPPEMENT DES GROS BATEAUX INDUSTRIELS PROVOQUE UNE ÉROSION DE LA PETITE PÊCHE, ARTISANALE ET CÔTIÈRE »

shutterstock /Valerio D'Ambrogi

Faille #1 : une surcapacité de pêche entraîne la surpêche : les gros bateaux industriels sont beaucoup trop efficaces par rapport à la productivité de l'océan. Lorsque l'effort de pêche[1] devient trop important, on commence à surpêcher. En effet, jusqu'à un certain seuil d'effort, nos captures de poisson augmentent : la pêche permet de « libérer » le stock d'une partie de ses individus, diminuant ainsi la pression de compétition entre les survivants. En revanche, une fois ce seuil dépassé, les captures diminuent et le stock est alors surpêché. Ce concept de seuil d'exploitation optimale des ressources halieutique, appelé « rendement maximum durable », est au cœur de toutes les politiques actuelles de gestion des pêches, mais il ne prend malheureusement pas en compte les impacts sur les habitats et les espèces non désirées.

Faille #2 : nous détruisons les habitats et la biodiversité : la pêche artisanale n'est pas exempte de problèmes, mais certaines techniques de pêche industrielle sont particulièrement néfastes pour l'environnement. Par exemple, le chalut de fond est un filet en forme de chaussette, lesté par des panneaux métalliques pouvant aller jusqu'à plusieurs tonnes chacun. Il racle donc le fond, ramassant tout ce qui s'y trouve et détruisant tout sur son passage. Pour faire un parallèle avec l'agriculture, le fond de l'océan ressemble donc, à certains endroits, à une monoculture industrielle : le « champ » est labouré à intervalles réguliers ; la production y est élevée pour une espèce ciblée mais la biodiversité y est très faible. A terme, la résilience de l'écosystème, c'est-à-dire sa capacité à se régénérer, est mise à mal.

Faille #3 : la politique actuelle des pêches détruit l'emploi : le développement des gros bateaux industriels provoque une érosion de la petite pêche, artisanale et côtière. En France, deux tiers des emplois ont été perdus entre 1990 et le milieu des années 2000. Comparé à 1990, il y a aujourd'hui 2,5 fois moins de main d'œuvre par navire, mais la puissance

1 Il n'y a pas d'unité officielle pour mesure l'effort de pêche. Selon le type de pêche, on peut utiliser le nombre d'hameçons, la longueur de filet, le nombre de bateaux, la puissance des moteurs, le nombre de jours de pêche…

de pêche par marin a été multipliée par plus de deux[2] !
La politique économique des pêches au niveau mondial a donc permis à nos bateaux d'explorer des eaux toujours plus lointaines et plus profondes, au détriment de l'environnement et du tissu social. Cette expansion n'est aujourd'hui plus possible (la Terre ne grossit pas !) et, malgré un effort de pêche croissant, les captures mondiales sont en déclin[3]. Dans son rapport de 2014[4], l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) annonçait que près de 90 % des stocks étaient pleinement exploités ou surexploités. En Europe, seulement 16 % des stocks pour lesquels il existe une évaluation scientifique sont exploités à un effort de pêche durable ; en Méditerranée, plus de 90 % des stocks évalués sont en mauvaise santé[5]. Aujourd'hui, le nouveau dada de nos décideurs politiques est « l'économie bleue », c'est-à-dire l'intensification de l'exploitation de l'océan dans le but de créer de la croissance et de l'emploi dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'alimentaire, de la médecine… Tout cela de manière écologiquement responsable, bien sûr... On envisage donc d'aller miner le fond de l'océan pour alimenter les filières de construction de téléphones portables et d'ordinateurs, de multiplier les zones de prospections pétrolières, d'intensifier le trafic maritime. N'ayant pas été capables de développer une « économie verte » (terrestre), propre et génératrice d'emplois à long terme, comment pouvons-nous imaginer que ce sera le cas pour l'océan qui reste encore *terra incognita* pour la vaste majorité du public et des décideurs [6]?

2 Villasante and Sumaila (2010) Estimating the effects of technological efficiency on the European fishing fleet. Marine Policy 34(3) : 720-722.

3 Pauly and Zeller (2016) Catch reconstructions reveal that global marine fisheries catches are higher than reported and declining. Nature Communications 7.

4 FAO (2014) La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture – Possibilités et défis.

5 European Environment Agency (2015) Status of marine fish stocks (CSI 032/MAR 007).Copenhagen (Denmark). 6 European Commission (2013) Ending overfishing: much to celebrate, much to do.Brussels (Belgium).

Un récent article estime que d'ici 2050, il y aura plus de plastique que de poissons dans les eaux du globe... Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Frédéric Le Manach : Je pense que ces chiffres sont plutôt publiés dans le but de marquer l'opinion et d'initier des changements radicaux. Ils ne sont pas à

6 Voir la contribution de BLOOM sur le sujet : www.bloomassociation.org/peut-on-sauver-locean-par-la-croissance-bleue.

«LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DES PÊCHES AU NIVEAU MONDIAL A PERMIS À NOS BATEAUX D'EXPLORER DES EAUX TOUJOURS PLUS LOINTAINES ET PLUS PROFONDES, AU DÉTRIMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TISSU SOCIAL...»

prendre au pied de la lettre comme une vérité scientifique immuable. Dans le même genre, une étude dont les conclusions avaient été largement galvaudées avait montré il y a quelques années que si rien de vraiment concret n'était fait, l'exploitation commerciale des poissons sauvages mettrait la clé sous la porte avant 20507. La tendance portée dans le message est à mon sens beaucoup plus forte que la date. Concernant l'état de santé des ressources marines vivantes, il y a bien sûr quelques améliorations notoires et de nouvelles mesures sont régulièrement mises en place pour les protéger. En quelques endroits, les stocks de poissons se rétablissent grâce à la réduction de l'effort de pêche, des aires marines protégées sont créées, les pêcheurs artisans s'organisent pour contrer la toute puissante pêche industrielle. Malgré ces signes positifs, nous sommes aujourd'hui encore bien éloignés d'une idée d'exploitation optimale et vertueuse des ressources marines. De manière diamétralement opposée, notre consommation de plastique et notre production de déchets ne cessent de croître. Nous consommons de tout, frénétiquement, puis l'obsolescence programmée fait son travail. Comme tout ce qui est rejeté finit toujours à la mer, il n'est malheureusement pas surprenant de voir des continents entiers de plastique se créer au milieu de l'océan. Cela traduit notre incapacité à voir l'océan comme un espace vital, capital pour l'humanité : c'est le lieu de naissance de la vie sur notre planète, il produit l'oxygène nécessaire à une de nos respirations sur deux, des centaines de millions de personnes en dépendent pour leur alimentation et leur mode de vie… mais c'est aussi notre dépotoir. Ce qu'il faut, ce n'est pas seulement un nouvel outil pour aller ramasser au milieu de l'océan le plastique que l'on rejette, mais un changement radical de notre mode de consommation et de notre rapport à la nature.

iStock -996-99

7 Worm et al. (2006) Impacts of biodiversity loss on ocean ecosystem services. Science 314(5800) : 787-790.

LES DOSSIERS SCIENCE UNIVERS **Le dérèglement climatique provoque également des changements, comme l'acidification des océans. A quoi devons-nous nous attendre avec le réchauffement global ?**

Frédéric Le Manach : Les deux conséquences océaniques les plus connues du réchauffement climatique sont l'augmentation du niveau de l'eau (par dilatation thermique et via l'apport

«MALGRÉ DES SIGNES POSITIFS, NOUS SOMMES AUJOURD'HUI ENCORE BIEN ÉLOIGNÉS D'UNE IDÉE D'EXPLOITATION OPTIMALE ET VERTUEUSE DES RESSOURCES MARINES !»

d'eau douce des glaciers continentaux qui fondent) et son acidification (par dilution du dioxyde de carbone atmosphérique et production d'acide carbonique). BLOOM a récemment créé un petit guide pour tout comprendre à ce sujet en un temps record[8]. L'acidification de l'océan va avoir un impact très négatif sur les espèces ayant un squelette calcaire, comme par exemple certaines espèces de phytoplancton (qui produisent la moitié de l'oxygène que nous respirons) et les coraux. Les algues microscopiques (les zooxanthelles), qui vivent en symbiose dans ces derniers, quittent leur hôte lorsque l'eau devient trop chaude. Ces algues permettant au corail de se nourrir, leur départ signe donc son arrêt de mort. Les récifs coralliens servant de nurserie, de lieu de protection et de garde-manger pour de très nombreuses espèces, leur disparition risque d'avoir des conséquences désastreuses pour les écosystèmes marins et la sécurité alimentaire des populations humaines qui en dépendent, c'est-à-dire la vaste majorité des populations côtières vivant autour de l'équateur. L'augmentation de la température de l'océan a aussi déjà des conséquences sur la distribution spatiale des espèces marines. Chaque espèce ayant une température optimale, elle a donc tendance à suivre, quand elle le peut, les masses d'eaux à la bonne température. La faune et la flore marine commencent donc à migrer vers les pôles pour contrer l'augmentation de la température[9]. À cause de ces migrations, des scientifiques prévoient une diminution de 40 % des captures de poisson autour de l'équateur à horizon 2050. Ainsi, leur impact sera le plus fort pour des pays pauvres, dont l'économie repose en grande partie sur la pêche[10]. Ironiquement, les captures augmenteront de 30 à 70 % aux hautes latitudes, c'est-à-dire là où les pays sont les plus riches [11]!

8 www.bloomassociation.org/wp-content/uploads/2015/11/Le-petit-guide-Océan-Climat.pdf

9 Cheung et al. (2013) Signature of ocean warming in global fisheries catch. Nature 497(7449) : 365-368.

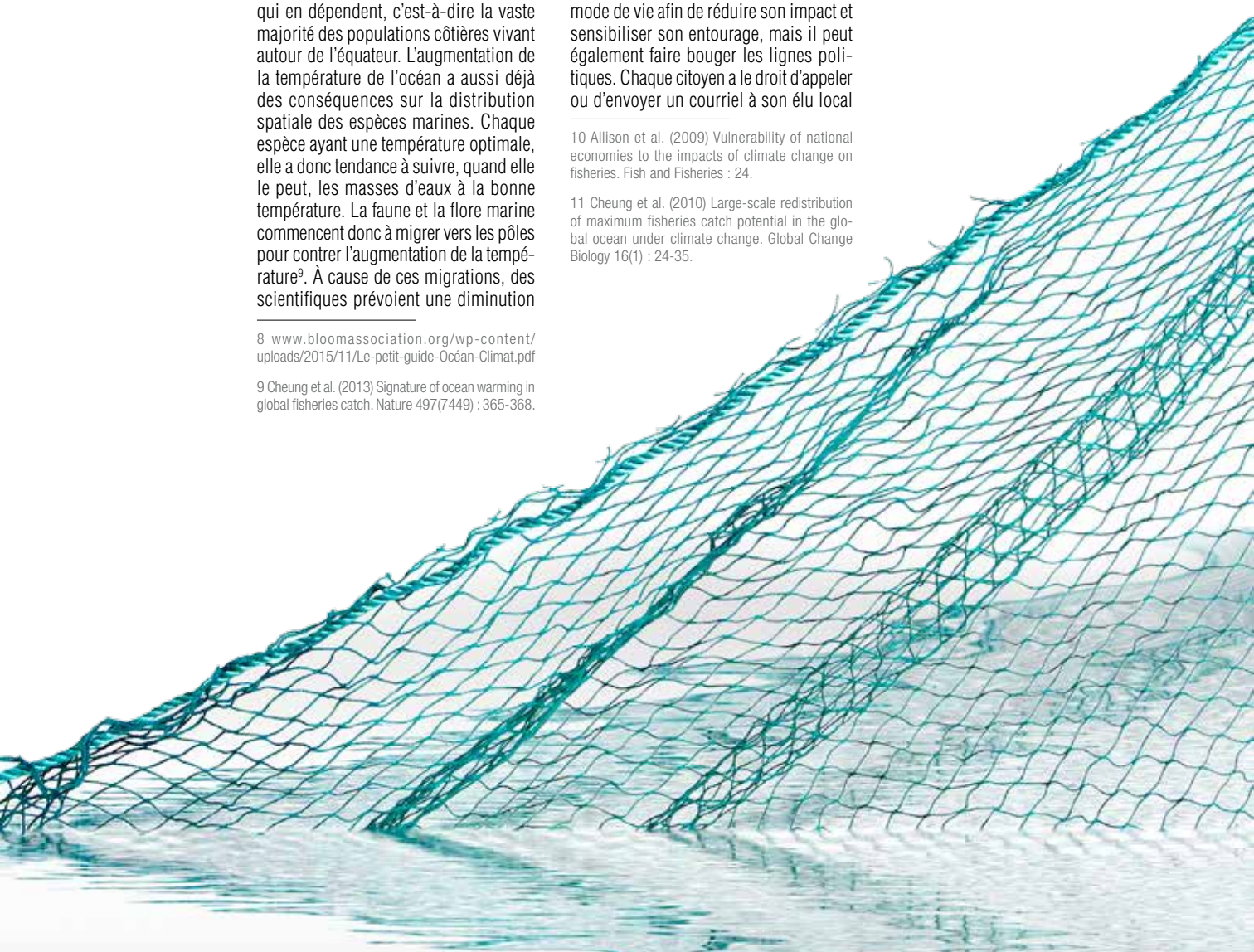
LES DOSSIERS SCIENCE UNIVERS **Comment le citoyen lambda peut-il agir à son niveau pour protéger les mers ? Peut-on espérer un changement de mentalité avant qu'il ne soit trop tard ?**

Frédéric Le Manach : Bien sûr, on peut espérer un changement de mentalité avant qu'il ne soit trop tard. Le rôle d'une ONG comme BLOOM est justement de continuer à veiller au grain pour que les quelques embellies qui existent se concrétisent réellement et s'étendent le plus largement possible. Chaque citoyen a en réalité une capacité d'action incroyable. Il peut bien sûr choisir de modifier son mode de vie afin de réduire son impact et sensibiliser son entourage, mais il peut également faire bouger les lignes politiques. Chaque citoyen a le droit d'appeler ou d'envoyer un courriel à son élu local

10 Allison et al. (2009) Vulnerability of national economies to the impacts of climate change on fisheries. Fish and Fisheries : 24.

11 Cheung et al. (2010) Large-scale redistribution of maximum fisheries catch potential in the global ocean under climate change. Global Change Biology 16(1) : 24-35.

«L'AUGMENTATION DE LA TEMPÉRATURE DE L'OCÉAN A AUSSI DÉJÀ DES CONSÉQUENCES SUR LA DISTRIBUTION SPATIALE DES ESPÈCES MARINES : LA FAUNE ET LA FLORE COMMENCENT À MIGRER VERS LES PÔLES...»



pour lui demander de soutenir telle ou telle action en faveur de l'environnement et de la société dans son ensemble. De même pour la grande distribution et l'industrie agro-alimentaire... Les personnes aux postes de décision sont trop souvent guidées par les seuls intérêts industriels, mais si 1 000, 10 000, 100 000 citoyens demandent autre chose et encouragent les produits à impact réduit sur l'environnement, alors ils seront entendus. Au sein de BLOOM, nous avons vu cela fonctionner, par exemple avec notre campagne sur la pêche profonde[12]. Cela a pris du temps, mais la pression citoyenne commence à porter ses fruits et à contrer les intérêts des lobbies de l'industrie.

shutterstock-Vlainecrevette

LES DOSSIERS SCIENCE UNIVERS Quels sont les prochains enjeux majeurs sur le sujet de la protection océanique ?

Frédéric Le Manach : Nous l'avons vu, les dangers qui guettent l'océan sont nombreux : surpêche, destruction des habitats, pollutions… Nous avons les moyens de les contrer et il ne tient qu'à nous de montrer aux décideurs politiques que le futur qui se dessine n'est pas celui que nous désirons. Pour tendre vers celui que nous voulons, nous devons :

– Se désinvestir massivement de la pêche industrielle dont les impacts sociaux et environnementaux sont sévères. La politique des pêches doit revoir ses priorités et favoriser l'emploi et la conservation de l'environnement, pas l'inverse, comme c'est actuellement le cas ;

– Favoriser la petite pêche artisanale et côtière. C'est le seul moyen de pouvoir continuer à consommer des produits de la mer durablement, tout en recréant un tissu social le long des côtes et en préservant au maximum l'intégrité des écosystèmes marins ;

– Exiger des entreprises et des pouvoirs publics la transparence des données relatives à l'environnement, comme par exemple celles ayant trait aux subventions publiques. Une amélioration de la transparence permettra de mieux comprendre la répartition des aides publiques et de les rediriger vers des activités plus respectueuses de l'environnement et génératrices d'emplois. À cet égard, il n'est pas admissible que des subventions continuent d'être allouées à des méthodes de pêche à fort impact environnemental, faiblement pourvoyeuses d'emplois et dont la rentabilité reste, qui plus est, largement sujette à caution[13].

– Etablir un moratoire au niveau des Nations unies pour préserver l'océan profond de toute activité minière et pétrolière. S'il nous faut détruire le fond de l'océan afin de pouvoir s'acheter le téléphone dernier cri, alors nous devons questionner notre consommation et nos modes de production. La valeur patrimoniale de ces écosystèmes est immense, même si seulement quelques personnes y auront jamais accès ;

– Créer des aires marines protégées dans le but d'exclure les industries extractives destructives de certaines zones, tout en permettant l'épanouissement de la petite pêche artisanale et côtière. De telles aires marines protégées ne représentent aujourd'hui qu'une infime surface de l'océan, alors qu'elles sont un outil indispensable dans la préservation de l'intégrité des écosystèmes marins. ■

12 Voir par exemple la BD de Pénélope Bagieu et la pétition sous-jacente de BLOOM : www.penelope-jolicoeur.com/2013/11/prends-cinq-minutes-et-signe-copain-.html

13 www.bloomassociation.org/analyse-des-comptes-de-la-scapeche.

«S'IL NOUS FAUT DÉTRUIRE LE FOND DE L'OCÉAN AFIN DE POUVOIR S'ACHETER LE TÉLÉPHONE DERNIER CRI, ALORS NOUS DEVONS QUESTIONNER NOTRE CONSOMMATION ET NOS MODES DE PRODUCTION !»

shutterstock-kletr